



Espagne : Obstination aveugle de la Troïka pour la croissance... des inégalités

Par [Jérôme Duval](#)

Mondialisation.ca, 06 février 2014

diagonalperiodico.net / cadtm.org

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Dans la foulée de sa cinquième mission en Espagne, entre le 2 et le 13 décembre 2013, la Troïka - Commission européenne (CE), Banque centrale européenne (BCE) et Fonds monétaire international (FMI) - a applaudi le chemin parcouru jusqu'au sauvetage bancaire alors qu'elle continue à réclamer au gouvernement espagnol qu'il poursuive dans la même direction de l'austérité mortifère pour la population.

Concrètement, elle a demandé au gouvernement qu'il approfondisse la réforme du travail en flexibilisant encore plus le contrat à temps partiel, qu'il élimine le mal nommé « déficit de tarif » de l'électricité en le transférant en dette publique à long terme pour tous pendant que les consommateurs continuent à voir leurs factures augmenter, qu'il aborde la réforme fiscale en taxant de façon régressive la majorité de la population qui a le moins, etc. [\[1\]](#) Peu importe que cela fasse vaciller la démocratie et plombe les droits humains, l'Espagne, quatrième économie de la zone euro, est sortie au troisième trimestre 2013 d'une récession de deux ans, avec une petite mais sacrée croissance de +0,1% par rapport au trimestre antérieur. En dépit du fait que celle-ci ne se répartira pas de manière équitable et que la grande majorité de la population n'en profitera pas, c'est bien ce qui compte pour la Troïka et le gouvernement. Il faut signaler que le fonds de sauvetage (MES) et la Commission européenne maintiendront leur vigilance jusqu'à ce qu'ils aient récupéré les montants prêtés pour le sauvetage bancaire [\[2\]](#)- duquel l'Espagne a utilisé 41,3 milliards d'euros - ce qui est prévu pour 2027. [\[3\]](#)

Plus de coupes et de contre-réformes

Alors que le gouvernement soumis traitait ces contre réformes, le 16 décembre 2013, le FMI maintenant la pression et rappelait à l'Espagne qu'il « est crucial de maintenir le rythme des réformes ». De son côté, la Commission européenne avertissait : « les efforts pour appliquer les mesures convenues doivent continuer comme prévu » [\[4\]](#). Ces « réformes » doivent être entendues comme des politiques néolibérales ultra conservatrices qui portent gravement atteinte au modèle d'État providence et des droits sociaux conquis. Peu importe que ce parcours impulsé par la Troïka débouche sur une crise humanitaire sans précédent avec plus de deux millions d'enfants (2 267 000 en 2012) sous le seuil de pauvreté [\[5\]](#), et quasiment deux millions de personnes survivant sans percevoir aucune sorte d'allocation. Ce qui intéresse, ce sont les indicateurs économiques comme la sacro-sainte croissance qui devrait soit disant bénéficier à tout le monde. Il est tout à fait raisonnable de maintenir nos doutes à ce sujet.

Avec ces mesures, la Troïka enseigne au gouvernement espagnol comment augmenter ses recettes ou dépenser moins afin de continuer à payer religieusement la dette, qu'elle soit illégitime, illégale ou non. La Troïka, une fois de plus, se trompe de direction. Au lieu de sauver les banques privées avec l'argent public, flexibiliser les contrats de travail pour baisser les salaires et faciliter les licenciements, taxer plus les espagnols quel que soient leurs revenus avec la TVA, la Troïka devrait, entre autres pistes, chercher du côté de l'évasion fiscale. Selon les données du coordinateur en Catalogne du syndicat Gestha (le syndicat des Techniciens du Ministère de l'Économie et des Finances) Miguel Ángel Mayo [6], celle-ci ferait perdre près de 89 milliards d'euros par an à l'État. La fraude fiscale, qui en Espagne, est estimée aux alentours de 23 à 25% du PIB, est due à 72% aux grandes entreprises (33 des 35 entreprises de l'Ibex 35 ont des fonds dans les paradis fiscaux) et aux grandes fortunes qui, profitant d'un système judiciaire avantageux en termes fiscaux, sont très peu ou pas du tout imposés dans le pays [7].

Il y a toujours des politiciens avisés pour voir la lumière au bout du tunnel (serait-ce la sortie tant espérée ou bien le train qui nous arrive dessus ?) et pour encourager les gens avec la croissance capitaliste, quelque soient les conséquences sociales et environnementales. Selon la pensée unique, il n'y a pas d'autres alternatives possibles au capitalisme dévastateur en cours : « ...les recettes de la Troïka en Europe, et auparavant celles du FMI en Asie et en Amérique latine, sont adéquates pour revenir sur un chemin soutenable » affirmait en décembre 2013 Klaus Regling, ex économiste du FMI et actuel directeur du Mécanisme européen de Stabilité (MES) [8].

Malgré le fait que l'éventail de recommandations des institutions financières (OCDE, FMI, CE, BM, etc.) appliquées de par le monde n'améliorent pas la situation, que les politiques d'austérité mises en place par le FMI échouent depuis des décennies au Sud et que de plus en plus de voix s'élèvent contre lui, le Fonds poursuit maintenant sa route dévastatrice aussi au Nord. Contrairement à ce qu'a dit Klaus Regling, ces politiques ne sont pas « adéquates », vu qu'elles sont responsables de graves crises humanitaires en Amérique latine, en Afrique, en Asie et maintenant dans les pays du Sud et de l'Est de l'Europe en commençant par la Grèce, la Roumanie, l'Espagne... À titre d'exemple, selon le récent rapport d'Oxfam, *Le piège de l'austérité*, le nombre d'européens en situation de pauvreté pourrait augmenter de 15 à 25 millions de personnes supplémentaires d'ici 2025 si les mêmes politiques d'austérité mises en place se poursuivent [9]. L'austérité risquerait ainsi d'enfoncer un Européen sur trois dans la pauvreté. Le commissaire pour les Droits Humains du Conseil de l'Europe affirme dans le rapport *Safeguarding human rights in times of economic crisis*, publié le 4 décembre 2013, que les mesures d'austérité appliquées en Europe ont eu pour effet de porter atteinte aux droits de l'Homme sur le continent. Le rapport établit que « beaucoup de ces mesures d'austérité – caractérisées par des coupes dans les dépenses publiques, une augmentation des impôts régressifs, la réforme des retraites et une protection du travail réduite – ont empiré les déjà graves conséquences humanitaires de la crise économique... » [10]. Pire : « Après trois années d'austérité, ces mesures n'ont pas atteint leurs objectifs. » [11] De plus, les causes qui ont mené à la récession n'ont pas non plus été corrigées.

Comme pour confirmer ce panorama affligeant, trois membres d'une famille d'Alcalá de Guadaíra (Séville) sont morts après s'être nourris de produits périmés, ce qui a conduit, fin 2013, la Fédération des Associations pour la Défense de la Santé publique (FADSP) à dénoncer les coupes budgétaires et la crise comme étant les causes qui condamnent des millions de personnes à vivre dans l'indigence et à s'alimenter de produits périmés, dont

l'alimentation est constituée de ce qu'ils trouvent dans les poubelles. [\[12\]](#)

En 2013, un autre rapport de la Fondation Foessa, *Desigualdad y Derechos Sociales. Análisis y Perspectivas 2013*, a souligné l'approfondissement des inégalités qui existent en Espagne : « Alors que depuis 2006 les revenus de la population avec des revenus les plus bas ont baissé de 5% en termes réels chaque année, la croissance des foyers les plus riches a été la plus importante de toute la population. » [\[13\]](#) Malgré cela le FMI recommande début 2013 de baisser les salaires de 10% en Espagne. Quelle est la légitimité d'une organisation qui demande de réduire les salaires quand sa directrice, Christine Lagarde, s'octroie une augmentation de 11% à son arrivée au FMI et touche maintenant plus de 30 000 euros par mois, tout inclus, sans payer d'impôts ? [\[14\]](#)

Ne suffit-il pas de voir les conséquences des politiques appliquées sous la pression du FMI et de la CE pour ne plus les approuver ?

Augmentation simultanée de la pauvreté et de la richesse

L'inégalité fait partie intégrante du capitalisme et pendant que la pauvreté se généralise, la richesse croît. Au niveau mondial, selon la classification annuelle du *Bloomberg Billionaires Index* [\[15\]](#), les 300 milliardaires les plus riches du monde sont devenus encore plus riches en 2013, en accroissant leur richesse de 524 milliards de dollars (soit 381 milliards d'euros, c'est à dire plus que la dette grecque qui se situait fin 2013 à 322 milliards d'euros), pour s'établir à 3 700 milliards de dollars, soit plus de trois fois le PIB de l'Espagne (ou l'équivalent du PIB de la France et de l'Espagne réunis) [\[16\]](#). L'espagnol Amancio Ortega, le troisième homme le plus riche du monde, a vu sa fortune augmenter de 8,9 milliards de dollars en 2013, pour s'établir à 66,4 milliards de dollars. Quand à la liste publiée par Forbes en mars 2013 [\[17\]](#), elle comptabilise 1 426 milliardaires dans le monde en 2013 (un chiffre record avec 210 nouveaux milliardaires supplémentaires), qui cumulent un patrimoine net total de 5 400 milliards de dollars, 800 milliards de plus qu'en 2012 (quand ils avaient 4 600 milliards de dollars), soit une hausse de 18%. En Espagne, les 100 plus riches de la liste espagnole Forbes totalisaient un patrimoine de 158,2 milliards d'euros et les 10 plus riches 82,8 milliards d'euros. [\[18\]](#)

Selon le rapport *Global Wealth Report 2013* [\[19\]](#), publié le 9 octobre 2013 par Crédit Suisse, la richesse mondiale a augmenté de 68% ces dix dernières années pour atteindre les 241 000 milliards de dollars (178 000 milliards d'euros, soit 178 000 000 000 euros) et la centième part de la population la plus riche détient 46% du patrimoine global. Cette ascension fulgurante ne semble pas en rester là, puisque le même rapport prévoit encore une augmentation de la fortune mondiale de 40% jusqu'en 2018 pour atteindre les 334 000 milliards de dollars. En Espagne, d'après le même rapport de Crédit Suisse, le nombre de millionnaires en dollars (ceux qui détiennent plus d'un million de dollars, ou 740 000 euros) s'est accru de 13,2% pour atteindre les 402 000 personnes courant 2013. En l'espace d'un an, il y a ainsi 47 000 millionnaires en plus en Espagne.

De l'autre côté de la barrière, le revenu de 18 500 euros que les résidents espagnols ont perçu en moyenne en 2012, est inférieur en terme de pouvoir d'achat à celui qui prévalait en 2001. Depuis 2007, le revenu moyen a chuté de 4%, alors que, dans le même temps, les prix ont augmenté de 10% [\[20\]](#). En 2012, selon les révélations du huitième rapport d'Observation de la Réalité Sociale réalisé par Caritas Espagne, 3 millions de personnes, soit l'équivalent de 6,4% de la population espagnole, survivent dans l'extrême pauvreté, c'est à dire avec moins de 307 euros par mois. Cela représente le double de celles et ceux qui

étaient dans cette situation au début de la crise en 2008. Le nombre de personnes pris en charge par les services d'accueil et d'aide d'urgence de Caritas sont passées de 350 000 en 2007 à 1 million 300 000 en 2012 [21]. Le nombre de foyers dont tous les membres actifs sont au chômage a été multiplié par quatre en cinq ans et est passé de 380 000 en 2006 (2,6%) à plus de 1,9 million en 2013 (11%) [22].

Alors Monsieur Klaus Regling, Messieurs les créanciers du FMI, de la CE et de la BCE, les mesures que vous imposez en Espagne en échange d'un sauvetage bancaire que nous mettrons des années à vous retourner, sont-elles « adéquates » ?

Jérôme Duval

Article original en espagnol :

<http://www.diagonalperiodico.net/global/21428-obstinacion-ciega-la-troika-hacia-crecimiento-de-desigualdades.html>

Traduction : Virginie de Romanet & Jérôme Duval

Voir en ligne : <http://www.diagonalperiodico.net/gl...>

Notes

[1] “Tras los progresos realizados en 2013, debe mantenerse el impulso para finalizar las reformas actuales y previstas —entre ellas, la adopción de la ley de servicios y colegios profesionales, las reformas de la Administración Pública, el mayor fortalecimiento de las políticas sobre el mercado de trabajo, la eliminación del déficit de tarifa eléctrica y la próxima revisión del sistema tributario— y para asegurar la aplicación efectiva de todas las reformas.” Déclaration de la CE et de la BCE après la conclusion du cinquième examen du Programme d'Assistance Financière a l'Espagne, MEMO/13/1153, 16/12/2013. <http://europa.eu/rapid/press-releas...>

[2] 100% pour le MES et jusqu'à 75% du prêt pour la Commission européenne.

[3] El rescate bancario, del cual España ha utilizado 41.300 millones de euros de los 100.000 millones propuestos por el Eurogrupo para reestructurar la banca, se cerraría oficialmente el 23 de enero de 2014 aunque el Estado español deberá seguir reembolsando el MEDE hasta 2027. “El préstamo europeo tiene un tipo de interés del 0,5%, una carencia de 10 años y un plazo de devolución de hasta 15 años.” La troika publicará este lunes su última evaluación sobre la banca española antes del fin del rescate, Europa Press, 16/12/2013. <http://www.expansion.com/agencia/eu...>

[4] “Respetar completamente los objetivos de reducción de déficit acordados —con el fin de invertir el alza de la deuda pública— y completar el programa de reformas siguen siendo imperativos para volver a colocar a la economía en la senda del crecimiento sostenible”, le pidió la Comisión Europea a España. Piden a España que mantenga el rumbo de las reformas, 16 de diciembre de 2013. www.estrategiaynegocios.net/...

[5] Chiffres 2012 du rapport Muchos anuncios pocos avances, Save The Children, novembre 2012.

[6] Miguel Ángel Mayo, coordinador en Catalunya del sindicato de Técnicos del Ministerio de Economía y Hacienda (Gestha), El fraude fiscal en España, 02.05.2012 : “Los diferentes

estudios elaborados sobre la materia coinciden en estimar una cifra de fraude fiscal en torno al 23% del PIB, lo cual supone que cerca de 89 000 millones de euros dejan de ingresarse anualmente. O dicho de otra manera, que uno de cada cuatro euros se escapan del control fiscal. Aún más preocupante es que nuestras cifras de fraude se sitúen diez puntos por encima de la media de nuestros países vecinos de la Unión Europea.” Piden a España que mantenga el rumbo de las reformas, Miguel Ángel Mayo, 02/05/2012.

[7] Raison por laquelle nous appelons aussi les paradis fiscaux des paradis judiciaires.

[8] “Las recetas de la troika son las adecuadas”, Klaus Regling, El País, 14 décembre 2013. <http://economia.elpais.com/economia...>

[9] Rapport Oxfam, ‘La trampa de la austeridad’, 2013. <http://www.oxfam.org/sites/www.oxfa...> En français : <http://www.oxfam.org/fr/policy/pielg...>

[10] Rapport : La protección de los derechos humanos en tiempos de crisis económica (Safeguarding human rights in times of economic crisis), Consejo de Europa, novembre 2013, page 6. Disponible en anglais : <https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?id=...> et en castillan : <https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?Ref...>

[11] Ibid, page 11.

[12] La crisis obliga a « millones de personas » a alimentarse de la basura, según la Fadsp, 16/12/2013. <http://www.servimedia.es/Noticias/D...>

[13] Fondation Foessa, ‘Desigualdad y Derechos Sociales. Análisis y Perspectivas 2013’, page 7. http://www.foessa.es/publicaciones_...

[14] Le salaire de Christine Lagarde atteint 323 000 euros par ans (467 940 dollars), plus un supplément pour frais de représentation de 58 000 euros (83 760 dollars par ans), le tout sans payer d’impôts grâce à son statut de fonctionnaire internationale. Son salaire est habituellement ajusté à l’inflation des États-Unis en juillet à Washington où se trouve le siège du FMI.

[15] Today’s Ranking of the world’s richest people, Bloomberg Billionaires Index 2014. <http://www.bloomberg.com/billionair...>

[16] La fortune des milliardaires s’est accrue de plus de 500 milliards de dollars en 2013, Pierrick Fay, Les Echos, 02/01/2014. <http://www.lesechos.fr/entreprises-...>

[17] <http://www.forbes.com/billionaires/list/> et <http://www.forbes.com/sites/luisakr...>

[18] Estos son los más ricos de España, Enrique Utrera, 30 octobre 2013. <http://www.forbesmagazine.es/actual...>

[19] Global Wealth Report 2013, Crédit Suisse. <https://www.credit-suisse.com/ch/fr...>

[20] María José Esteso Poves, “La austeridad ha puesto a España en el mismo camino que Grecia”, Diagonal Periódico, 02/10/2013. <https://www.diagonalperiodico.net/g...>

[21] Caritas, VIII Informe del Observatorio de la Realidad Social pages 7 - 8. <http://www.caritas.es/publicaciones...> et rapport Memoria 2012, <http://www.caritas.es/memoria2012/p...>

[22] Encuesta de Población Activa, EPA.

La source originale de cet article est [diagonalperiodico.net / cadtm.org](http://diagonalperiodico.net/cadtm.org)

Copyright © [Jérôme Duval](http://diagonalperiodico.net/cadtm.org), [diagonalperiodico.net / cadtm.org](http://diagonalperiodico.net/cadtm.org), 2014

Articles Par : [Jérôme Duval](http://diagonalperiodico.net/cadtm.org)

A propos :

Jérôme Duval est membre du CADTM, Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (www.cadtm.org) et de la PACD, la Plateforme d'Audit Citoyen de la Dette en Espagne (<http://auditoriaciudadana.net/>). Il est l'auteur avec Fátima Martín du livre Construcción europea al servicio de los mercados financieros, Icaria editorial 2016 et est également coauteur de l'ouvrage La Dette ou la Vie, (Aden-CADTM, 2011), livre collectif coordonné par Damien Millet et Eric Toussaint qui a reçu le Prix du livre politique à la Foire du livre politique de Liège en 2011.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca